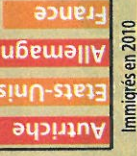


Le contexte >

L'extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable. Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale du FN.

Immigration >

Part des personnes immigrées dans la population totale (2010): Autriche (16 %); États-Unis (13 %); Allemagne (13 %); France (10,6 %)



Immigrés en 2010

Extrême droite

L'imposture sociale. Il est de la responsabilité du syndicalisme de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Les partis d'extrême droite sont-ils racistes?

Comme nombre de ses homologues européens, le Front national défend une ligne politique faisant des étrangers la source des maux de notre société. Son programme est construit sur le principe de la priorité nationale, clairement tourné contre les immigrés; ses expressions publiques stigmatisent de manière systématique les populations d'origine étrangère, en particulier celles de confession musulmane et, plus récemment, les Roms. Le FN peut donc sans ambiguïté être qualifié de xénophobe. D'ailleurs, plusieurs de ses dirigeants (Jean Marie Le Pen, Patrick Binder, etc.) ont été condamnés pour incitation à la haine raciale. Historiquement, l'extrême droite française s'est toujours opposée à la République qu'elle aimait à qualifier de «la gueuse». Aujourd'hui, avec un discours habile, elle se prétend défenseur de la République et de la laïcité. Mais le FN a l'indignation variable. Par exemple, Marine Le Pen compare les prières de rue des musulmans à l'occupation allemande, mais reste silencieuse lorsque Civitas fait des prières de rue lors des manifestations contre le mariage pour tous. ■

Les aides sociales ne sont-elles pas siphonnées par les immigrés? Ne devraient-elles pas profiter en priorité aux Français?

La protection sociale est dent que l'immigration RMI, les allocations chômage financée par les cotisations sociales est un coût pour le pays. C'est faux! Il ressort des prestations sociales en général par d'une étude publiée par l'État et l'impôt. Les travailleurs une équipe de l'université de Lille, pour le compte de la Sécurité sociale n'étant pas exonérés du paiement ni de du ministère des Affaires sociales, que les immigrés via les impôts et les cotisations sociales. Soit un grés, en 2009, ont reçu des prestations sociales de l'État 47,9 milliards de euros, via les retraites, liards d'euros pour les autres. Certains prétendent que les aides au logement, les nances publiques. ■

La plupart des délinquants ne sont-ils pas des étrangers? Le rétablissement de la sécurité en France ne passe-t-il pas par la diminution du nombre des immigrés?

Selon les chiffres du ministère de la Justice, validés par Eurostat, sur près de 700 000 infractions commises annuellement 0,4 % sont liées au séjour irrégulier des étrangers en France. Sur 617 000 condamnés en 2012, 13 % sont étrangers, contre 31 % en 1993 et 18 % en 2007. Méfions-nous des effets déformants de la médiatisation de certains délits, les chiffres témoignent en réalité d'une réduction de la part des étrangers parmi les auteurs des crimes et délits commis en France. Les immigrés ne sont pas responsables de tous les maux et ils n'« envahissent » pas massivement notre pays, comme certains le laissent entendre. La proportion des immigrés dans la population totale en France est parmi l'une des plus faibles des pays de l'OCDE. Les entrées d'immigrants sur le territoire national stagnent, depuis plus de dix ans, aux alentours de 150 000, quand le Royaume-Uni en accueille 450 000 et l'Allemagne plus de 800 000 en 2011. ■

La phrase

S'il était appliqué, le programme économique du Front national produirait un profond et durable appauvrissement de la France.
Charles Wyplosz, professeur à l'Institut des grandes études internationales de Genève

La France n'est-elle pas victime de la mondialisation? La fermeture des frontières n'est-elle pas une solution?

La crise traverse toute l'Europe et frappe particulièrement les jeunes: 23,3 % d'entre eux sont au chômage et la moitié de ceux qui sont en emploi ont des contrats précaires. Ils sont d'abord victimes des politiques d'austérité décidées et mises en œuvre par les chefs d'État. La volonté du syndicalisme européen de renverser cette logique austéritaire constitue un point d'appui pour les luttes en France.

Alors que dans une trentaine d'années quelque 8 milliards d'habitants vivront sur Terre, que des pays dits émergents ont désormais atteint un niveau économique comparable à celui des pays européens, il serait suicidaire de se replier sur soi-même en prétendant vivre en quasi-autarcie. L'isolement est un facteur d'appauvrissement garanti! Par contre, il est urgent de tordre le cou aux politiques de dumping social, y compris au sein de l'Union européenne. Et de créer les conditions d'une relance industrielle avec des créations d'emplois à la clé. ■

Le programme économique et social du FN ne ressemble-t-il pas à celui de la CGT?

Non. Prenons, par exemple, la question des rémunérations. Celles-ci sont constituées du salaire direct (le net en bas de la fiche de paie) et du salaire socialisé (les cotisations sociales patronales et salariales). Le FN souhaite baisser les cotisations sociales des salariés d'environ 200 euros, mais rien ne dit que les patrons ne récupéreront pas cette manne. Le FN baisse donc les cotisations sans garantie d'augmentation du salaire, tandis que la CGT revendique sans ambiguïté la reva-lorisation des grilles salariales et du Smic à 1 700 euros. Concernant la fiscalité, la CGT propose que tout le monde paie l'impôt dès le premier euro et de manière progressive, tandis que le FN préconise l'instauration d'une tranche maximale à 46 % et la suppression de l'impôt sur la fortune. Avec le FN, ce sont donc les plus aisés qui paient le moins d'impôt.

Dans tous les cas, l'analyse de fond est différente: le FN considère le travail comme un coût et il l'écrit clairement dans son programme, alors que la CGT considère que le travail est le seul vecteur de création de richesses dans l'entreprise. ■

